



**Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/45/562  
10 octobre 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session  
Point 86 b) de l'ordre du jour

**ASSISTANCE ECONOMIQUE SPECIALE ET SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE :  
PROGRAMMES SPECIAUX D'ASSISTANCE ECONOMIQUE**

**Assistance d'urgence au Mozambique**

**Rapport du Secrétaire général**

**TABLE DES MATIERES**

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 5	3
II. L'EVOLUTION DU PROGRAMME DE SECOURS D'URGENCE AU MOZAMBIQUE .....	6 - 23	4
III. L'APPEL D'URGENCE POUR 1990/91 .....	24 - 63	7
A. Les personnes déplacées et les populations touchées par la situation d'urgence .....	24 - 32	7
B. Les difficultés en matière de sécurité et de logistique .....	33 - 41	8
C. L'aide alimentaire et les besoins nutritionnels .....	42 - 47	9
D. Stocks de réserve .....	48 - 49	10
E. Santé .....	50 - 51	11
F. Approvisionnement en eau et assainissement .....	52	11
G. Secours d'urgence .....	53	11

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
H. Education .....	54	11
I. Production agricole .....	55 - 61	12
J. Rapatriés .....	62 - 63	13
IV. EVALUATION SECTORIELLE DE L'AIDE FOURNIE A LA SUITE DE L'APPEL DE 1990/91 (AU 31 JUILLET 1990) .....	64 - 79	13
A. Aide alimentaire .....	64 - 70	13
B. Appui logistique .....	71 - 72	14
C. Agriculture .....	73	15
D. Santé .....	74	15
E. Eau potable .....	75	15
F. Education .....	76	15
G. Secours d'urgence .....	77	15
H. Rapatriés .....	78	15
I. Appui institutionnel .....	79	16
V. LE ROLE DU COORDONNATEUR SPECIAL DES NATIONS UNIES POUR LES OPERATIONS DE SECOURS D'URGENCE .....	80 - 83	16
ANNEXE		
Carte du Mozambique .....		17

## I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 43/208 du 20 décembre 1988, intitulée "Assistance au Mozambique", l'Assemblée générale a, entre autres, prié le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour obtenir l'aide financière, technique et matérielle requise par le Mozambique, de continuer, en étroite coopération avec le Gouvernement mozambicain, à coordonner les activités entreprises par les organismes des Nations Unies dans le cadre des programmes d'urgence et de redressement de ce pays, de suivre constamment la situation au Mozambique, et de rester en contact étroit avec les Etats Membres, les organes et les organismes des Nations Unies. Le présent rapport, dont la version finale a été élaborée en consultation avec le Gouvernement mozambicain, est établi en application de cette résolution pour rendre compte de l'exécution des programmes d'urgence et de redressement en faveur du Mozambique.

2. En 1989, puis en 1990, le Secrétaire général a envoyé deux missions interorganisations au Mozambique pour évaluer la situation, en étroite collaboration avec le Gouvernement, et définir les besoins prioritaires d'urgence et de redressement du pays. C'est sur la base des résultats de ces missions que la documentation destinée aux deux conférences de bailleurs de fonds qui ont eu lieu à New York en mars 1989 et en mars 1990 a été établie.

3. L'appel de 1989 concernait les besoins liés tant aux programmes d'urgence qu'aux programmes de redressement essentiels pour fournir un minimum d'aide aux personnes déplacées gravement touchées par les effets conjugués de la guerre et des catastrophes naturelles. Cet appel portait donc aussi bien sur l'aide alimentaire, les secours, les moyens de survie et l'appui logistique que sur les apports requis pour le redressement des secteurs de l'agriculture, de l'approvisionnement en eau, de la santé et de l'éducation, ainsi que sur les projets de redressement structurel (réfection des routes et des ports secondaires et reconstitution de l'infrastructure sociale du pays).

4. En novembre 1989, les participants à la réunion du groupe consultatif de la Banque mondiale sur le Mozambique, sont convenus, avec l'entière approbation du Gouvernement de ce pays, d'élargir la portée du programme national de redressement économique afin d'y inclure une stratégie nationale révisée de lutte contre la pauvreté et le développement socio-économique couvrant aussi bien les zones rurales que les villes et intégrant toutes les activités de redressement structurel. L'idée maîtresse de cette décision était que l'aide visant à renforcer et à reconstituer les moyens nationaux de lutter contre la pauvreté à tous les niveaux en partant de la base devrait s'inscrire dans le cadre d'une stratégie systématique à long terme. De même, dans l'appel de 1990, le Gouvernement avait décidé de s'efforcer avant tout de soulager les souffrances occasionnées par une situation de guerre qui n'en finit pas. Le programme de redressement économique vise par conséquent essentiellement à distribuer gratuitement des vivres, des secours et des moyens de survie aux 1,7 million de personnes déplacées vivant dans des zones accessibles ainsi qu'à fournir l'appui logistique nécessaire à l'acheminement de cette aide. L'appel de 1990 concerne les soins de santé d'urgence, l'alimentation supplémentaire pour les enfants, la distribution de semences et d'outils aux familles déplacées, l'amélioration de l'approvisionnement en eau et la fourniture

de services scolaires essentiels aux personnes déplacées ainsi qu'un petit nombre d'activités de redressement d'urgence axées sur les besoins immédiats des personnes déplacées. Il ne couvre plus en revanche les denrées alimentaires destinées à être mises en vente sur le marché.

5. Les activités de redressement et d'urgence pour 1989-1990 sont examinées dans le rapport d'ensemble établi par le Gouvernement mozambicain en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies en vue de la conférence des bailleurs de fonds qui s'est tenue à New York en 1989 <sup>1</sup>/ . On trouvera aux chapitres suivants des informations sur l'aide d'urgence accordée au Mozambique pendant l'année en cours. Le présent rapport a été établi par le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour les opérations de secours d'urgence à Maputo, à la demande du Secrétaire général.

## II. L'EVOLUTION DU PROGRAMME DE SECOURS D'URGENCE AU MOZAMBIQUE

6. Depuis son accession à l'indépendance en 1975, le Mozambique est forcé de consacrer une grande partie des ressources matérielles et humaines limitées dont il dispose à la défense et au soutien de sa population. La guerre d'usure menée depuis une décennie par la RENAMO (Résistance nationale mozambicaine) a détruit une bonne partie de l'infrastructure économique et sociale du pays, paralysant sa capacité de production et celle de sa population. Elle a rendu le Mozambique tributaire à 90 % de l'aide extérieure pour son approvisionnement en céréales destinées à la vente ou aux secours.

7. Le revenu par habitant (150 dollars des Etats-Unis par an) est l'un des plus bas du monde. Au Mozambique, un enfant sur trois meurt avant l'âge de 5 ans, ce qui place ce pays au deuxième rang mondial pour le taux de mortalité infantile. Des études récentes du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) révèlent que 90 % de la population vivent en dessous du seuil de la pauvreté, dont 60 % dans la misère la plus totale.

8. A la fin de 1986, à cause de l'effet conjugué des catastrophes naturelles et de la guerre de déstabilisation soutenue de l'extérieur, 3,2 millions d'agriculteurs mozambicains étaient déplacés ou touchés à l'intérieur du pays. Le Gouvernement ne disposait plus des ressources suffisantes pour assurer l'approvisionnement en vivres et autres produits de première nécessité et éviter une famine généralisée.

9. Le premier appel international en faveur d'une assistance d'urgence au Mozambique a été lancé à Genève en février 1987. Plus de 330 millions de dollars des Etats-Unis de contributions ont été annoncés par la communauté des donateurs, y compris l'équivalent de 755 100 tonnes d'aide alimentaire. Cette aide était nécessaire non seulement pour satisfaire les besoins des familles rurales déplacées complètement démunies et gravement touchées en leur distribuant gratuitement des vivres, mais aussi ceux des travailleurs agricoles et des citadins achetant sur le marché des denrées alimentaires à des prix subventionnés.

10. Le Gouvernement mozambicain a mis en place un système centralisé de coordination des secours d'urgence sous la direction du Comité exécutif national de secours d'urgence, pour gérer et superviser les opérations de secours et assurer régulièrement la coordination du programme d'urgence entre les différents services

gouvernementaux, ainsi qu'avec les organisations donatrices. Le Département chargé de prévenir et de combattre les catastrophes naturelles (DPCCN), créé il y a quelque temps, a assuré l'essentiel des opérations de transport et de distribution de l'aide alimentaire et des secours aux populations touchées.

11. En janvier 1987, un vaste programme d'ajustement structurel a également été lancé par le Gouvernement. Ce programme, consistant essentiellement en réformes des politiques macro-économiques (taux de change, échanges commerciaux, prix, budget et crédit), a mis fin au déclin économique du pays et permis d'enregistrer une augmentation de 4 % du PIB en 1988.

12. En 1988/89, le deuxième appel à l'aide d'urgence en faveur du Mozambique lancé à Maputo a conduit à l'adoption d'un programme d'activités essentielles de redressement et de secours. Les moyens de survie des personnes déplacées et gravement touchées, dans le domaine de l'agriculture, de l'approvisionnement, de la santé, de l'éducation, y étaient pris en compte, de même que les articles de première nécessité tels que vivres, secours et moyens logistiques.

13. C'est dans la même optique qu'a été lancé l'appel de 1988/90, qui comprenait des projets supplémentaires de redressement structurel (réfection des routes et des ports secondaires, reconstitution de l'infrastructure sociale du pays, etc.) conçus pour faciliter la reconstruction de la base socio-économique requise pour que les personnes déplacées et gravement touchées retrouvent leur autonomie de base en ce qui concerne la production alimentaire.

14. En novembre 1989, les participants à la réunion du groupe consultatif de la Banque mondiale sur le Mozambique sont convenus, avec l'entière approbation du Gouvernement, d'élargir la portée du programme de redressement économique de façon à y inclure une vaste stratégie de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement socio-économique. Ce programme élargi de redressement économique et social regroupait toutes les activités de redressement structurel en une seule stratégie nationale de reconstruction des zones rurales et de lutte contre la pauvreté dans les zones tant urbaines que rurales.

15. Ce programme, qui sera dans un premier temps introduit dans 40 districts prioritaires, comprendra les activités suivantes : aménagement des petits réseaux d'irrigation, réfection des routes, des ponts et des entrepôts; réorganisation des écoles, des postes sanitaires et des antennes des services publics; remise en service des réseaux ruraux de distribution commerciale; et renforcement de la capacité institutionnelle des autorités locales. Concrètement, l'objectif essentiel est de renforcer et de reconstituer la capacité du pays de lutter contre la pauvreté à tous les niveaux en partant de la base.

16. La situation d'urgence au Mozambique ne disparaîtra pas avant quelque temps. Les familles mozambicaines déplacées continueront d'avoir besoin d'une aide d'urgence tant que la guerre civile fera rage. Lorsque les hostilités cesseront, un appui massif sera nécessaire pour remettre sur pied les communautés rurales. La communauté internationale doit continuer à jouer un rôle de premier plan, et l'assistance de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions sera d'une importance cruciale pour le processus de reconstruction.

/...

17. Au cours des dernières années, la baisse des contributions à des fins d'urgence, qui sont tombées de 330 millions de dollars des Etats-Unis en 1987 à 104,4 millions en 1990, a limité la capacité du Gouvernement mozambicain de fournir une assistance d'urgence adéquate aux familles déplacées à l'intérieur du pays et aux réfugiés rentrés volontairement des pays voisins. Cela est d'autant plus regrettable que le taux de mortalité infantile de ce pays est l'un des plus élevés du monde et que la malnutrition aiguë, qui y est omniprésente, gagne du terrain tant dans les zones rurales que dans les centres urbains surpeuplés.

18. D'après les évaluations les plus récentes, plus de 1,7 million de Mozambicains dans l'ensemble du pays ont besoin d'une assistance d'urgence directe. La situation est précaire en ce qui concerne l'approvisionnement alimentaire, et une aide plus importante est nécessaire pour assurer tant la distribution gratuite des secours que l'approvisionnement des magasins. Il faut au moins 90 000 tonnes de maïs supplémentaires pour assurer les secours et 200 000 tonnes pour approvisionner les magasins et empêcher l'état nutritionnel de la population d'empirer encore.

19. Le Coordonnateur des Nations Unies pour les opérations de secours d'urgence a demandé la création d'une réserve minimum de 60 000 tonnes de céréales pour pouvoir répondre aux situations de crise.

20. Plus de 200 000 réfugiés mozambicains sont rentrés volontairement des pays voisins, mais le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés n'a pu leur apporter qu'un appui limité faute de moyens et de contributions suffisantes de la part des donateurs.

21. L'évolution de la situation politique au Mozambique et dans toute l'Afrique australe donne à penser que le pays est dans une période de transition entre la fin de l'état d'urgence dû au conflit et le début d'une période de paix et de reconstruction. Il faudra toutefois, pour appuyer cet effort de reconstruction, aider des millions de réfugiés mozambicains à retrouver leurs terres et relancer la production.

22. Faute de ressources suffisantes, le réseau logistique existant, qui est déjà mis à rude épreuve, pourrait s'effondrer, ce qui entraînerait une famine généralisée dans les communautés isolées qui ne bénéficient pas actuellement du programme d'urgence.

23. Le redressement et la reconstruction prendront de nombreuses années. Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour les opérations de secours d'urgence devra redoubler d'efforts pour encourager les organismes des Nations Unies et les autres organisations internationales à collaborer afin de renforcer la capacité du Gouvernement d'assurer l'exécution des programmes de secours et de redressement aux niveaux des districts et des provinces.

### III. L'APPEL D'URGENCE POUR 1990/91

#### A. Les personnes déplacées et les populations touchées par la situation d'urgence

24. Le nouvel appel lancé à New York en avril 1990 donnait la priorité aux opérations de secours destinées aux personnes déplacées et aux rapatriés vivant dans les zones rurales. Au début de 1990, 2 millions de personnes déplacées avaient, à des degrés divers, besoin d'aide alimentaire. Toutefois, une partie de cette population étant inaccessible ou partiellement autonome, et les obstacles rencontrés sur le plan de la sécurité et de la logistique rendant difficile l'acheminement des secours d'urgence, l'appel s'est limité à une aide destinée aux 1,4 million de personnes déplacées vivant dans les 10 provinces du pays. De plus, on a estimé que sur plus d'un million de Mozambicains qui s'étaient réfugiés dans les pays voisins, 154 000 reviendraient dans leur pays, et qu'ils auraient besoin d'aide pour s'y réinstaller durant la période couverte par l'appel.

25. Cependant, on s'est aperçu depuis que le nombre de réfugiés qui auraient besoin d'assistance dépasserait largement ce qui avait été prévu en février lorsque l'on avait rédigé l'appel. Cet accroissement du nombre de personnes nécessitant une assistance d'urgence s'explique par la réouverture des routes d'accès à certaines zones et la libération de plusieurs autres secteurs.

26. Selon les missions interorganisations Gouvernement/Organisation des Nations Unies envoyées dans trois provinces et les rapports des organisations non gouvernementales travaillant sur le terrain, au moins 300 000 Mozambicains déplacés, en situation critique, n'avaient pas été comptés dans l'appel pour 1990/91, portant le total des personnes à secourir à 1,7 million.

27. Dans la province de Zambézie, suite aux récentes opérations militaires et aux mouvements de population, 210 000 personnes sont venues s'ajouter à la liste des bénéficiaires du programme d'urgence. Plusieurs localités étant maintenant accessibles par la route avec escorte militaire, il convient de renforcer d'urgence l'infrastructure de distribution pour répondre à l'accroissement de la demande.

28. Dans la province de Gaza, la mission interorganisations Gouvernement/Organisation des Nations Unies a pu établir qu'à la suite des vastes déplacements de population intervenus récemment, 69 000 personnes étaient venues grossir les rangs des demandeurs d'aide depuis la rédaction de l'appel.

29. Dans la province méridionale de Niassa, le retour des Mozambicains réfugiés au Malawi et dans les provinces voisines de Nampula et de Zambézie, ainsi que la multiplication des combats autour des districts isolés de Maúa et Nipêpe, ont ajouté plus de 20 000 personnes à la liste des bénéficiaires.

30. Beaucoup de ceux qui, pour échapper aux offensives militaires, ont vécu pendant des années dans les zones contrôlées par la RENAMO ou dans les zones de conflit, souffrent de malnutrition grave. Ils arrivent dans des zones surpeuplées où il leur est presque impossible de trouver suffisamment de terres pour retrouver leur autonomie. Ils arrivent souvent dans un état de dénuement total; ils ont tout

/...

perdu et ont, pour la plupart, besoin d'une assistance médicale d'urgence. Faute d'une aide alimentaire supplémentaire et d'appui logistique, la malnutrition risque de se transformer en famine généralisée d'ici la fin de 1990.

31. Si les efforts actuellement entrepris par le Gouvernement mozambicain pour régler cette longue guerre aboutissent, la situation sur le plan de la sécurité pourrait s'améliorer considérablement. Si les secours pouvaient parvenir aux populations jusqu'à présent inaccessibles et si, par suite de l'amélioration de la sécurité, les personnes déplacées actuellement réfugiées au Malawi, en Afrique du Sud, au Swaziland, en République-Unie de Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe revenaient en grand nombre, les besoins d'assistance au Mozambique feraient plus que doubler.

32. Si d'autre part, les conditions intérieures venaient à se détériorer encore, le nombre de personnes déplacées ayant besoin d'une aide alimentaire continuerait aussi de croître.

#### **B. Les difficultés en matière de sécurité et de logistique**

33. L'insécurité demeure le principal obstacle aux activités du programme de secours. La rébellion varie d'une province à l'autre, une zone jusque-là épargnée peut soudain être attaquée.

34. L'intensification des activités militaires dans les zones rurales de Zambézie, de Tete, de Sofala et de Manica a contraint de nombreuses familles à rechercher la relative sécurité des villes. Au cours des 12 derniers mois, on a enregistré un nombre croissant d'attaques dans les provinces de Maputo et de Gaza. Le couloir de Beira, qui avait attiré un grand nombre de personnes déplacées en raison de la sécurité relative qui y régnait, est devenu lui aussi le théâtre d'attaques et d'opérations de sabotage.

35. Peu de districts sont encore librement accessibles sans protection. Dans la province de Tete, il faut assurer la protection des convois qui acheminent les denrées de secours. Au Niassa, on ne peut, sans protection, toucher que 2 % des populations déplacées bénéficiaires d'aide. La province de Zambézie compte 30 % du total des bénéficiaires d'aide du pays, mais on ne peut parvenir à 70 % d'entre eux que par convoi militaire ou par pont aérien.

36. Par contre, l'accès à certains districts s'est amélioré depuis février 1990, en raison non seulement de la reconquête de diverses localités précédemment occupées par la RENAMO, mais aussi par suite des efforts déployés par le Gouvernement pour réparer et améliorer l'infrastructure routière.

37. Dans la province de Zambézie, cinq districts précédemment approvisionnés par des ponts aériens continus sont maintenant accessibles par la route. En juin, d'après plusieurs années d'isolement, un convoi de camions transportant des secours a atteint le district de Machaze dans la province de Manica.

38. La nécessité d'organiser des convois avec escorte militaire prolonge considérablement le délai entre les voyages et réduit la productivité par unité. Dans les provinces méridionales de Maputo, Gaza et Inhambane, il a été possible, avec l'aide de certains donateurs, d'acheter et de blinder 12 camions pour escorter



les convois gouvernementaux. De ce fait, à la fin de 1989, 36 convois à destination de Gaza et d'Inhambane avaient permis d'acheminer plus de 10 000 tonnes de fournitures d'urgence sans que l'on ait eu à déplorer la moindre perte, en dépit de l'accroissement des attaques armées dans la région. Par contre, au cours de la même période, dans la province de Sofala, plus de 10 camions ont été perdus dans des embuscades. Plus de 45 camions, pour la plupart promis lors des précédents appels, sont arrivés depuis le mois d'avril. Selon de nouvelles estimations, il faudrait au minimum 33 camions supplémentaires de 9 tonnes et 19 tracteurs ayant une capacité de traction de 5 tonnes pour satisfaire les besoins actuels en matière de transport. Pour faire face à la situation plus critique dans la province de Zambézie, il faudra que les donateurs fournissent davantage de camions et de matériel de protection ou qu'ils dégagent les ressources financières pour les acquérir.

39. C'est au département chargé de prévenir et de lutter contre les catastrophes naturelles (DPCCN), organisme de secours public, qu'incombe la responsabilité de la distribution des produits de première nécessité (notamment ceux destinés aux personnes déplacées de retour dans le pays). Bien qu'une partie du transport soit confiée à des sous-traitants, la nécessité d'utiliser les rares ressources aussi efficacement que possible exige que toutes les distributions de secours d'urgence continuent à être coordonnées par le DPCCN.

40. L'objectif sous-jacent de l'élément appui logistique du programme d'urgence est de contribuer, lorsque les conditions s'y prêtent, à des solutions durables aux problèmes de transport du pays. Bien que les produits de première nécessité puissent être acheminés aux points clefs de distribution par chemin de fer et par mer, le transport routier est l'élément critique, car il constitue le lien final avec les bénéficiaires. La pénurie de camions permettant d'assurer la distribution au niveau du district constitue le maillon essentiel de la chaîne du transport.

41. On ne devrait avoir recours aux ponts aériens qu'après avoir épuisé toutes les autres solutions. Néanmoins, dans plusieurs régions du pays, le transport aérien reste la seule façon d'acheminer l'aide vers les populations dans le besoin. Quinze districts qui seraient autrement inaccessibles sont actuellement desservis par avion. Si l'on tient compte de l'accroissement des besoins dans la province de Niassa et d'une diminution du nombre de personnes déplacées que l'on ne peut atteindre que par voie aérienne dans la province de Zambézie, les besoins mensuels actuels en transports aériens sont de 1 727 tonnes, au coût de 1,1 million de dollars des Etats-Unis par mois.

#### C. L'aide alimentaire et les besoins nutritionnels

42. Les rations actuellement fournies aux personnes déplacées sont de 350 grammes de maïs, 40 grammes de haricots et 10 grammes d'huile végétale par personne et par jour, ce qui ne représente guère que 1 500 kilocalories par jour, soit à peine assez pour couvrir les fonctions vitales d'une personne inactive. Ces rations seraient insuffisantes pour des familles qui sont censées défricher de nouvelles terres arables.

43. L'appel a souligné que les 229 000 tonnes de produits alimentaires d'urgence demandées, ainsi que l'appui logistique pour les distribuer, représentaient un minimum absolu pour les bénéficiaires, dont le nombre avait été, à l'époque, estimé à 1,4 million de personnes.

44. Les contributions annoncées de produits alimentaires et de services logistiques, et les stocks pour les distributions d'urgence n'ont pas suffi pour assurer la couverture minimum requise. De ce fait, la distribution de divers produits de base dans de nombreuses zones a été largement inférieure au niveau des rations spécifiées dans l'appel. Dans la province de Zambézie, qui connaît la situation d'urgence la plus précaire et compte 30 % du total des personnes déplacées, les stocks disponibles de maïs et d'huile se sont toujours situés, au cours des six derniers mois, autour de 50 % seulement des quantités nécessaires pour couvrir les besoins.

45. En 1989, 34 études nutritionnelles ont été réalisées par le Ministère de la santé, l'UNICEF et les organisations non gouvernementales, principalement parmi les populations déplacées dans les centres d'hébergement et dans certaines zones urbaines. Treize de ces enquêtes ont révélé des niveaux critiques de malnutrition correspondant à des situations de famine aiguë et 17 ont fait état de niveaux alarmants de malnutrition. Quatre études seulement, dont deux dans la ville de Nampula, ont montré des taux tolérables de malnutrition; mais la baisse de 16,2 % du taux de croissance à Nampula pendant la période de janvier à avril 1990 montre que la situation s'est détériorée.

46. Les données recueillies dans 92 districts par le réseau de santé national entre janvier et avril montrent que la croissance infantile est en forte baisse dans 32 districts et que, parmi ces derniers, 12 enregistrent des taux inacceptables de 30 à 61,2 %. Les provinces les plus touchées sont la Zambézie, le Niassa, le Maputo, l'Inhambane, le Nampula et le Sofala. Les effets à long terme de cette malnutrition prolongée, notamment chez les enfants, peuvent être irréversibles.

47. L'écart entre la malnutrition aiguë et la famine est très mince. Il est à craindre qu'au cours des quelques prochains mois, la famine ne frappe particulièrement les personnes venant de zones précédemment contrôlées par la RENAMO et qui ont été rassemblées dans des régions où il n'y a pas assez de terres agricoles.

#### D. Stocks de réserve

48. Il est impératif de poursuivre les efforts en vue de constituer des stocks de maïs qui permettraient de répondre rapidement et adéquatement à des besoins variables. L'élément essentiel de la stratégie pour la fourniture de secours d'urgence est la constitution de réserves alimentaires en répartissant à l'avance un montant total d'aide alimentaire de près de 60 000 tonnes dans les principaux ports de Maputo, Beira, Quelimane et Nacala. De cette façon, le DPCCN ne connaîtra plus de ruptures d'approvisionnement lors des distributions de secours, comme cela s'était produit lorsque les stocks étaient tombés à des niveaux trop bas ou étaient épuisés.

49. L'un des moyens de constituer des stocks régulateurs de réserve pourrait consister à accroître les achats de maïs en provenance du Zimbabwe. L'Office de commercialisation des céréales du Zimbabwe a récemment offert de vendre du maïs à des prix concurrentiels, soit f.o.b. soit ex-stock (hors-silo) à Beira. Lors d'une réunion avec les donateurs à Maputo en juillet 1990, le Coordonnateur spécial des Nations Unies a indiqué qu'il fallait d'urgence constituer des stocks de réserve.

#### **E. Santé**

50. Le fonctionnement de l'ensemble du système sanitaire demeure sérieusement perturbé par la guerre de déstabilisation. Un grand nombre de postes de santé, principalement dans les zones rurales, ont dû fermer en 1989, car ils continuaient à être la cible d'attaques. De 1982 à 1988, les destructions ayant été plus importantes que les remises en état, le nombre de ces postes a diminué de 323, l'accès à ces postes se trouvant ainsi ramené au niveau de 1980. La prestation des soins de santé a été encore réduite du fait que les postes encore ouverts se heurtent à une pénurie chronique de médicaments et de vaccins essentiels.

51. On s'efforce de faire face aux problèmes associés aux mouvements de populations et d'assurer des soins de santé appropriés dans les centres d'hébergement. Tous les obstacles rencontrés (manque d'argent, problèmes structureaux, difficultés de communication, instabilité des populations cibles) empêchent la planification et la prestation de soins de santé primaires.

#### **F. Approvisionnement en eau et assainissement**

52. L'approvisionnement en eau salubre des zones à forte concentration de personnes déplacées demeure un problème sanitaire prioritaire. En raison de l'absence généralisée d'eau potable et de systèmes d'assainissement, les maladies d'origine hydrique (diarrhée, bilharziose, paludisme) sont répandues. Les systèmes existants de stockage de l'eau et de pompage et les puits ne fonctionnent plus, soit en raison du manque de pièces détachées ou d'entretien, soit en raison des destructions causées par la guerre. Toutes les zones urbaines et les centres d'hébergement ont un besoin urgent d'eau potable.

#### **G. Secours d'urgence**

53. Le manque de vêtements se fait cruellement sentir au sein des populations déplacées qui, pour la plupart, doivent utiliser des couvertures faites d'écorce d'arbre et de sacs de maïs. Cette indigence totale ne peut avoir que des effets néfastes sur la santé et la dignité de personnes qui sont souvent soumises à un stress psychologique intense, après avoir été brutalement séparées de leur famille et après avoir dû abandonner leur foyer, la terre de leurs ancêtres et leur environnement familial. Près de 30 % des populations déplacées visées par l'appel ont besoin de secours d'urgence (vêtements, couvertures, ustensiles ménagers et outils), qui constituent un minimum absolu par rapport aux besoins réels.

#### **H. Education**

54. Plus de 50 % du réseau d'écoles primaires a été détruit ou paralysé à la suite des activités destructrices de la RENAMO. Le programme d'urgence fournit du matériel éducatif et aide à construire des écoles en utilisant des matériaux locaux

/...

afin de garantir au moins un accès minimum à l'éducation. Cependant, la distribution de fournitures scolaires dans les zones reculées est limitée. Etant donné la rareté des transports, il est compréhensible que la priorité soit donnée aux vivres et aux médicaments.

#### I. Production agricole

55. La production agricole commercialisée en 1990 devrait atteindre le niveau de 1989, c'est-à-dire 120 000 tonnes. Bien que cette quantité représente un accroissement substantiel par rapport aux niveaux enregistrés de 1981 à 1987, seulement 10 à 15 % des besoins du pays en céréales seront satisfaits par la production locale. Le déficit céréalier national sera de 787 000 tonnes pour 1990/91.

56. Les besoins en céréales achetées sur le marché pour la récolte 1990/91 sont évalués à 350 000 tonnes de maïs, 59 000 tonnes de riz et 178 000 tonnes de blé. Au cours de l'année écoulée, seuls 36 % des besoins pour l'achat de maïs sur le marché ont été assurés par les contributions des donateurs.

57. Les excédents de la production alimentaire locale peuvent être achetés par les donateurs ou échangés de façon à fournir au DPCCN du maïs, des légumineuses ou les deux à la fois pour les districts. Ces achats locaux peuvent maintenant être réglés avec des fonds de contrepartie provenant de l'aide alimentaire des donateurs vendue sur le marché.

58. Le programme de distribution de semences et d'outils agricoles aux personnes déplacées et gravement affectées a contribué de façon importante à l'accroissement des récoltes en 1990/91. L'arrêt des approvisionnements entre janvier et juin 1990, joint aux restrictions qui ont suivi les faibles annonces de contributions et aux retards de livraisons, causera une sérieuse détérioration des niveaux nutritionnels. Pour se prémunir contre ce risque, il faudra absolument constituer des réserves minimales pour alimenter le marché en plus des 60 000 tonnes mises à la disposition du DPCCN.

59. Le Gouvernement a adopté un certain nombre de mesures destinées à stimuler la production commercialisable. En juin 1990, les prix du maïs produit localement ont été libérés, ne garantissant au producteur qu'un prix minimum de parité. Les permis qui devaient être obtenus pour vendre la production agricole locale ont été supprimés. De plus, les Ministères du commerce et des finances ainsi que la Banque du Mozambique ont créé un fonds de commercialisation des produits agricoles afin de faciliter l'entreposage, le transport et la transformation de la production commercialisée.

60. Dans les provinces de Manica, Sofala, Zambézie, Maputo, Tete et Niassa, 113 385 hectares de terres ont été distribués à 195 118 familles déplacées au cours de l'année 1989. La même année, 243 000 personnes déplacées sont parvenues à l'autosuffisance. En 1990, 207 000 autres personnes déplacées dans la province de Zambézie ont pu cesser de dépendre de l'aide alimentaire. Tout ceci s'explique notamment par la réintégration des familles déplacées au sein de la population agricole et par l'effet positif des programmes de distribution de semences et d'outils.

61. Cependant, en raison de la concentration accrue de population le long des zones côtières (Pebane, Chinde, Moma), où les terres fertiles sont rares, et à proximité des villes et des centres de district (Naburi, Namarrói, Ile, Nipepe, Maúa), les perspectives d'autosuffisance sur le plan agricole sont réduites dans de nombreuses zones à forte concentration de familles déplacées.

#### J. Rapatriés

62. La Commission tripartite sur le rapatriement, qui a été créée suite à l'accord signé le 21 décembre 1988 par les Gouvernements du Malawi, du Mozambique et le HCR, a tenu quatre réunions pour discuter des possibilités d'améliorer l'organisation des rapatriements. A sa troisième réunion, à Blantyre en avril 1990, la Commission a recommandé l'ouverture de six nouveaux points d'entrée et de sortie supplémentaires venant s'ajouter à ceux qui ont été utilisés depuis le milieu de l'année 1988. Les deux autres recommandations ont porté sur la nécessité d'établir un dispositif d'intervention et un plan opérationnel en vue du rapatriement massif des réfugiés mozambicains une fois la paix revenue et sur la nécessité d'améliorer la coordination des rapatriements librement consentis au niveau national et des districts.

63. Tout rapatriement de Mozambicains en provenance des pays voisins doit être librement consenti, sauf dans les cas d'expulsion d'Afrique du Sud. Le programme d'urgence accorde à ces rapatriés, dès leur retour, une aide similaire à celle accordée aux personnes déplacées à l'intérieur du pays.

#### **IV. EVALUATION SECTORIELLE DE L'AIDE FOURNIE A LA SUITE DE L'APPEL DE 1990/91 (AU 31 JUILLET 1990)**

##### A. Aide alimentaire

64. Les secours alimentaires annoncés pour la population déplacée en 1990 ne représentent que 71 % des besoins en maïs, 47 % des besoins en légumineuses et 77 % des besoins en huile. Il faudrait pouvoir compter sur une aide supplémentaire de 50 000 tonnes de maïs et de 10 000 tonnes de légumineuses pour assurer les besoins estimatifs initiaux. Toutefois, le nombre de personnes nécessitant une aide d'urgence ayant augmenté de 300 000, les besoins d'aide alimentaire ont crû parallèlement de 20 % (représentant 40 000 tonnes de maïs, 4 600 tonnes de légumineuses et 1 200 tonnes d'huile), et l'appui logistique doit être renforcé en conséquence pour en garantir la distribution.

65. Le Premier Ministre a indiqué à la mission interorganisations qui s'est rendue au Mozambique en février 1990 que son gouvernement souhaitait obtenir une aide de la communauté internationale pour responsabiliser davantage les agents, améliorer le système de rapports ainsi que la livraison et la distribution des secours au niveau des provinces.

66. La situation du marché semble s'être considérablement aggravée. Les contributions annoncées à ce jour pour l'achat de maïs sur le marché ne couvrent que 46 % des besoins, 91 % pour le riz, 59 % pour le blé, 27 % pour l'huile, 8 % pour les légumineuses et 23 % pour le sucre. Cette situation touchant le maïs, céréale de base des citadins à faible revenu, est particulièrement inquiétante.

/...

Dans plusieurs quartiers de Maputo, la malnutrition s'est aggravée au cours des 12 derniers mois et a atteint des taux que le Ministère de la santé considère alarmants. Le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë admis à l'hôpital central de Maputo a triplé depuis 1988. Par ailleurs, le rétablissement des circuits commerciaux dans les zones rurales a été sévèrement limité en raison notamment de l'insuffisance des stocks.

67. Certains donateurs se sont vivement inquiétés des pertes élevées de produits alimentaires, en particulier en ce qui concerne le maïs transporté du Zimbabwe par chemin de fer et déchargé dans les ports de Maputo et de Beira.

68. Des commissions chargées d'enquêter sur les vols et le détournement de vivres et des produits de base fournis au titre des secours ont été créées en 1989. Sur les 246 affaires signalées qui ont fait l'objet d'enquêtes, 189 ont été portées devant les tribunaux. Le Conseil des Ministres a arrêté un certain nombre de mesures visant à renforcer le contrôle et la protection de l'aide alimentaire aux niveaux central et provincial.

69. Pour rassurer les donateurs et obtenir une aide accrue, il faut avant tout s'évertuer à améliorer la qualité et les délais de présentation des rapports. A cette fin, des fonctionnaires recrutés sur le plan international ont été affectés par le Programme alimentaire mondial (PAM) à Beira, Nampula, Quelimane et Tete en tant que représentants du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour les opérations de secours d'urgence au Mozambique et du Comité exécutif national de secours d'urgence (CENE) dans six des provinces les plus gravement touchées. Ils ont pour mission de faciliter et de surveiller la livraison, le transport et la distribution des secours et d'améliorer la circulation de l'information. Ils contribueront également à renforcer les comités de secours d'urgence des provinces, à faciliter la coordination entre les donateurs et les organisations non gouvernementales et à mettre sur pied des programmes de formation pour leurs homologues mozambicains des comités de secours d'urgence et du DPCCN.

70. Certains donateurs ont proposé qu'une distribution supplémentaire de secours soit assurée par des ONG internationales. Le Gouvernement ayant été invité à prendre davantage d'initiatives en ce qui concerne la ventilation de l'aide et la responsabilisation des agents chargés de la distribution des secours, il a mis en place des structures de coopération plus solides entre le DPCCN, l'ONU et les ONG afin de suivre de près la distribution de l'aide d'urgence à ceux auxquels elle est destinée.

#### **B. Appui logistique**

71. Le financement de l'appui logistique demeure très insuffisant, 17,6 % seulement du montant des dépenses nécessaires (34 millions de dollars des Etats-Unis) étant couverts. Les contributions versées pour l'élément dépenses d'équipement (camions, tracteurs, embarcations, etc.), d'un montant de 9,6 millions de dollars, n'ont atteint que 2,8 millions de dollars, et l'insuffisance de fonds a pour conséquence principale d'empêcher l'achat de camions et de tracteurs. Par ailleurs, il faudrait disposer de près de 24 millions de dollars pour financer l'achat de carburant et de pièces détachées et les dépenses de cabotage et de transport aérien. Les contributions annoncées ne couvrent que 13 % de ce montant.

72. Au cours des mois à venir, les opérations de secours continueront de pâtir de l'insuffisance des fonds pour l'achat de moyens de transport.

#### C. Agriculture

73. Le programme d'achat de semences et d'outils est le plus important des programmes agricoles mentionnés dans l'appel pour la période 1990-1991. Les contributions annoncées couvrent plus de la moitié des 8 millions de dollars nécessaires. Le programme bénéficie également de fonds alloués pour la reconstruction et le développement.

#### D. Santé

74. Le financement de ce secteur est très insuffisant, 37 % seulement des besoins prioritaires étant couverts. La prise en charge de 20 % seulement des 5,2 millions de dollars nécessaires pour le financement des programmes d'alimentation complémentaire des enfants souffrant de malnutrition est à l'étude. On a besoin de disposer de lait en poudre, de sucre et d'huile pour ces programmes. Les fonctionnaires du Ministère de la santé font régulièrement savoir aux missions interinstitutions et au Gouvernement mozambicain qu'ils ne disposent pas des moyens nécessaires pour le lancement des programmes d'alimentation complémentaire pour les enfants souffrant de malnutrition grave, alors que le besoin desdits programmes se fait cruellement sentir.

#### E. Eau potable

75. Les projets d'approvisionnement en eau sont financés dans le cadre de programmes multisectoriels. L'exécution de nombreux programmes financés les années précédentes se poursuit puisqu'ils étaient pluriannuels.

#### F. Education

76. Le financement de la majeure partie du matériel éducatif nécessaire pour la scolarisation des enfants déplacés en âge de suivre des études primaires a été assuré. Une somme supplémentaire de 400 000 dollars est nécessaire pour la reconstruction des écoles locales.

#### G. Secours d'urgence

77. L'appui fourni dans ce domaine est très limité. Des contributions ont été annoncées pour la constitution des stocks de secours d'urgence du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO) et du CENE, mais il n'est pas possible de répondre à tous les besoins urgents.

#### H. Rapatriés

78. Le programme parrainé par le HCR visant à faciliter la réinsertion dans leurs districts d'origine de Mozambicains rapatriés de camps de réfugiés n'a pas bénéficié d'un soutien financier, ce qui a accru les difficultés de ceux qui sont rentrés volontairement dans leur pays.

/...

#### I. Appui institutionnel

79. Les contributions annoncées représentent 40 % des 3,3 millions de dollars demandés à ce titre.

#### V. LE ROLE DU COORDONNATEUR SPECIAL DES NATIONS UNIES POUR LES OPERATIONS DE SECOURS D'URGENCE

80. A la suite de la demande urgente adressée par le Président du Mozambique en 1987, un appel international a été lancé et le Secrétaire général a nommé le Coordonnateur résident des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies au Mozambique Coordonnateur spécial des Nations Unies pour les opérations de secours d'urgence.

81. Le Coordonnateur spécial a défini quatre grands principes : a) le Gouvernement mozambicain doit bénéficier d'une aide afin d'éviter la famine; b) les objectifs du programme de secours d'urgence doivent être intégrés à ceux des programmes de redressement économique et de développement; c) le Gouvernement mozambicain doit jouer un rôle central en ce qui concerne l'exécution et la coordination des activités de secours d'urgence dans le pays; et d) le Coordonnateur spécial doit jouer un rôle essentiel de coordination au sein de la communauté des donateurs et faciliter l'instauration d'un dialogue permanent entre le Gouvernement mozambicain, les donateurs et l'Organisation des Nations Unies pour garantir l'exécution efficace du programme de secours d'urgence.

82. Le CENE, organisme responsable de la supervision et de la coordination du programme de secours d'urgence, a créé un Comité des opérations de secours d'urgence, présidé par le Coordonnateur du CENE, qui est actuellement le Vice-Ministre de la coopération.

83. Le Coordonnateur spécial des Nations Unies et le Coordonnateur du CENE se réunissent deux fois par semaine au moins pour harmoniser leurs activités conjointes. Le Coordonnateur spécial des Nations Unies, appuyé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO), a mis au point, en liaison étroite avec les missions interinstitutions des Nations Unies, les trois derniers appels visant à obtenir une aide d'urgence. Son rôle consiste notamment à surveiller les opérations de secours et à évaluer les besoins en permanence, activités qui facilitent dans une large mesure la transition vers la paix et la reconstruction. Des missions conjointes régulières composées de représentants du Gouvernement et de fonctionnaires de diverses institutions de l'ONU travaillant sur le terrain ont permis de réévaluer les besoins d'urgence. Le Coordonnateur spécial a mis en place, avec le concours de l'UNDRO, un système d'informations constamment mises à jour sur les contributions versées ou annoncées par divers donateurs.

#### Note

1/ The Emergency Situation in Mozambique/Priority requirements for the period 1990-1991 (ST/SPQ/1).

/...



